

ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Air Inter Europe-Air France Question écrite n° 48121

Texte de la question

M. Philippe Bonnecarrere sollicite de M. le ministre de l'equipement, du logement, des transports et du tourisme des explications sur le superbe calendrier aimablement distribue par Air Inter Europe - Air France a sa clientele. La presentation fort agreable de ce calendrier aux couleurs tres chaleureuses n'appelle en soi aucune remarque particuliere. Mais comment ne pas etre surpris par le titre choisi par l'entreprise nationale : « Fetes legales francaises et musulmanes » ? Les fetes legales sont connues. Il n'est certes pas inutile d'en rappeler le positionnement sur le calendrier a tous les actifs. Air Inter Europe - Air France a souhaite ajouter a ce calendrier les « fetes legales musulmanes ». Loin de nous l'intention de critiquer cet « enrichissement spirituel » qui sera sans doute apprecie par de nombreux passagers. On peut tout de meme s'interroger sur le caractere arbitraire de cette selection. Pourquoi avoir choisi d'associer ainsi fetes legales « francaises » et fetes legales « musulmanes » ? N'y a-t-il pas la confusion des genres ? Il existe une nation francaise comme il existe des nations arabes. Il existe une communaute catholique comme il existe une communaute juive ou musulmane. Mais comment peut-on mettre une communaute (au sens religieux) en parallele avec une communaute nationale ? Il y a la une conception tres particuliere, et qui plus est inegalitaire, du pacte republicain. Il souhaiterait que M. le ministre rappelle a l'entreprise Air Inter Europe - Air France l'importance des valeurs de la Republique afin que celles-ci soient mieux respectees a l'avenir.

Données clés

Auteur : M. Bonnecarrère Philippe

Circonscription: - RPR

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 48121 Rubrique : Transports aeriens

Ministère interrogé : équipement, logement, transports et tourisme Ministère attributaire : équipement, logement, transports et tourisme

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 10 février 1997, page 638